

Archives nationales d'outre-mer

Communes mixtes d'Algérie

**Commune mixte de Chellala
1883-1960**

FR ANOM 91204/1-46

Répertoire numérique établi par Anna Mazmanian, stagiaire

sous la direction d'Isabelle Chiavassa
conservateur en chef du patrimoine

2015

INTRODUCTION

Histoire administrative

Créées par l'arrêté gubernatorial du 20 mai 1868 dans le but de contrôler les vastes espaces ruraux d'Algérie, les communes mixtes regroupent la majorité de la population algérienne (50 000 Européens et 4 millions d'indigènes sur un total de 6 200 000 en 1939), et 5/6^{es} de la superficie du pays. Les Européens y vivent dans des centres de colonisation et les indigènes dans des douars. À l'origine pensée pour être temporaire, cette organisation se maintient et atteint son apogée à la fin du XIX^e siècle avant de décliner peu à peu à partir des années (1920).

Les communes mixtes sont des circonscriptions de grande taille, conçues comme une organisation administrative intermédiaire et dirigées par un administrateur. Celui-ci est nommé par le gouverneur général, contrairement aux communes de plein exercice, qui ont le pouvoir d'élire un maire.

En plus des attributions habituelles d'un maire, l'administrateur d'une commune mixte dispose de pouvoirs étendus en matière de police et de justice, car il remplace le juge de paix. Il mène en outre les opérations de colonisation en décidant des futurs villages.

Dans les faits, les communes mixtes sont largement sous-administrées, ce qui conduit les administrateurs à s'entourer d'adjoints indigènes issus de la notabilité pour servir de relais du pouvoir colonial.

La présente commune mixte a été créée par arrêté gouvernemental du 16 décembre 1905, à effet au 1^{er} janvier (1906 (à partir du centre de population de Chellala et des tribus soustraites à la commune indigène de Boghar), dans l'arrondissement de Médéa.

Le centre de population de Ksar Chellala ou Chellala a été créé au début des années 1880 et prend le nom de Reibell avant 1921, ce qui explique cette mention dans certains documents.

Par ailleurs, le douar Ksar Chellala, constitué par arrêté du 9 septembre 1912, est érigé en commune par arrêté du 8 octobre 1956 (siège : Reibell), dans le département de Médéa.

En 1926, Chellala avait une superficie de 519 524 hectares. La commune mixte comptait 16.618 habitants indigènes et 342 Européens.

Historique de la conservation et modalités d'entrée

Jusque dans les années (1960, les archives produites par la commune mixte de Chellala sont conservées sur place dans la commune mixte. Lors de l'accession de l'Algérie à l'indépendance, elles sont rapatriées en tant que documents émanant des administrations ayant exercé des fonctions de souveraineté. Ainsi, le fonds de la commune mixte arrive en France entre 1961 et 1962. Le fonds concernant Chellala n'étant pas accompagné d'un bordereau de versement, il est difficile d'en savoir davantage sur les conditions d'entrée du fonds aux Archives nationales d'outre-mer, où il a été conservé mais n'a pas été classé avant 2015.

Présentation du contenu

Les documents qui composent ce fonds représentent la totalité des archives administratives qui nous sont parvenues concernant Chellala et couvrent les années 1883 à 1960.

Le fonds de la commune mixte de Chellala est réduit par sa taille (2 m.l.), mais il n'en présente pas moins un intérêt historique certain.

Les chronos de courrier contiennent des documents de nature très variée et permettent de se représenter la diversité de l'activité administrative de cette période.

Sur les questions administratives, ce fonds contient un historique et une monographie de la commune mixte qui font partie des documents les plus anciens.

En matière de police administrative et de politique, on observe une grande méfiance envers les partis indépendantistes. Le passage de Messali Hadj dans la commune mixte a ainsi été très surveillé, au même titre que les étrangers susceptibles d'être porteurs de subversion politique comme les communistes (91504/25).

La colonisation compose une partie importante de ce fonds (de 1918 à la fin de la seconde guerre mondiale) ; on y trouve les projets officiels menés par le gouvernement français, mais aussi les nombreuses plaintes et requêtes des colons qui révèlent des conflits importants au sujet des terres.

L'œuvre sociale française la plus marquante de ce fonds concerne la santé. L'article 91204/43 fournit de précieuses informations en matière d'épidémie, d'hygiène publique et d'assistance médicale aux indigènes.

Les dossiers consacrés à l'éducation concernent essentiellement des écoles coraniques, ce qui explique qu'ils aient été classés dans la rubrique *Cultes*.

Mode de classement

Le fonds a tout d'abord été déconditionné et les documents ont été extraits des chemises qui les enveloppaient. Celles-ci étaient en mauvais état et très exposées à la poussière. Les documents ont ensuite été regroupés en fonction du plan de classement et reconditionnés avec des chemises neuves, puis placés dans des boîtes en carton adaptées. Le fonds classé occupe désormais 2 mètres linéaires en magasin et contient 46 articles.

Conditions d'accès

Les documents sont librement communicables dans leur totalité, à l'exception des articles 91204/45 et 91204/30-32, dont la communication porte atteinte au secret médical (cas rencontrés dans les archives d'indemnisation des victimes de dommages corporels des événements d'Algérie) ou qui contiennent des procès-verbaux de gendarmerie (qui concernent des affaires portées devant les juridictions) ; ils sont communicables respectivement à l'expiration d'un délai de 120 ans à compter de la date de naissance de la personne (dossiers médicaux) et de 75 ans pour les procès-verbaux de gendarmerie.

L'article 231.3 du Code du patrimoine prévoit néanmoins la possibilité d'une consultation avant l'expiration des délais prévus par l'article 213.2 : accéder au formulaire de demande de dérogation.

Sources complémentaires aux Archives nationales d'outre-mer

Préfecture d'Alger. Cabinet du préfet d'Alger

Rapports au préfet

Rapports mensuels des administrateurs de communes mixtes

1951 (FR ANOM 91/1K267)

1952 (FR ANOM 91/1K319)

1953 (FR ANOM 91/1K351)

1954 (FR ANOM 91/1K353)

1955 (FR ANOM 91/1K419)

1956-1957 (FR ANOM 91/1K689-690)

Inspections du préfet régional Chapel

Affaires communales (FR ANOM 91/1K35)

Dossiers sur les communes et communes mixtes (FR ANOM 91/1K264)

Sous-préfectures d'Algérie. Sous-préfecture de Médéa

Écoles, subventions, sociétés agricoles de prévoyance, prêts de semences, hôpitaux (FR ANOM 912/18)

Mobilier des communes mixtes (FR ANOM 912/266)

Chemins, entretien et classement (FR ANOM 912/14)

De Foucauld, centre de colonisation (FR ANOM 912/86)

Projet de nouveau centre (FR ANOM 912/536)

Presse (FR ANOM 912/105)

Élections de 1919 (FR ANOM 912/321)

Situation générale (FR ANOM 912/26)

Économie rurale (FR ANOM 912/534)

Monographies (FR ANOM 912/52)

Sections administratives spécialisées en Algérie

Section administrative spécialisée de Chellala (FR ANOM 3 SAS 147)

RÉPERTOIRE MÉTHODIQUE

Administration générale (1883-1960)

- 1 Historique et renseignements généraux sur la commune mixte ; centre De Foucauld : construction ; administration des indigènes : correspondance, notes, fiches descriptives de douars, monographie, plans, extrait du registre des délibérations de la commission municipale (1905-1953)
- 2 Casier administratif électoral, radiation des listes électorales : correspondance (1958-1960)
- 3 Tableau d'organisation des populations musulmanes : correspondance (1905-1942)
- 4 Statut des Juifs, éviction de l'exercice de certaines professions, demandes de renseignements sur les individus : correspondance, circulaires, listes de propriétés immobilières juives (1941-1942)
À noter : *Journal officiel de l'Algérie*, vendredi 27 juin (1941).
- 5 Rapports mensuels : correspondance (1883-1954)
- 6-7 Chrono du courrier (1926-1956)
 - 6 Correspondance générale (1926-1956)
 - 7 Correspondance avec les élus et les personnalités (1953-1956)
- 8 Monuments commémoratifs, fouilles archéologiques, projets et érections : correspondance, circulaires, plans (1896-1947)

Personnels (1902-1959)

- 9 Administrateurs et maires, attributions, affectations, mutations, formation, remboursement des frais de déplacements, congés, traitement : correspondance, circulaires, arrêtés, notes (1917-1955)
- 10 Caïds, recrutement, mutations, plaintes, demandes de congés et permissions : correspondance, circulaires, arrêtés, liste des caïds par douars, plans (1934-1956)
À noter : lettres de menaces au président de la djemaa d'Oussera.
- 11 Cavaliers, plaintes, nominations, traitement, avancement, équipement en tenues : correspondance, arrêtés, audition de témoins, procès-verbaux de confrontation, notices de renseignements (1907-1955)
- 12 Amines, nominations, traitement : correspondance, arrêtés, notices de renseignement, liste des chefs de fractions (1937-1956)
- 13 Agents de police, recrutements, nominations, révocations : correspondance, circulaires, arrêtés, procès-verbal de notification, listes d'aptitudes à des emplois communaux (1934-1957)
- 14 Agents du culte, demandes d'emploi, demandes de renseignements : correspondance (1953-1954)
- 15 Renseignements individuels pour un emploi, demandes d'informations, candidatures : notices de renseignements, correspondance (1953-1959)
- 16 Propositions d'avancement, notation annuelle, démissions, propositions : correspondance, fiches de notation (1939-1956)
À noter : *Journal officiel*, mardi 14 juillet (1953, mardi 6 octobre, mardi 27 octobre (1953).
- 17 Décorations et distinctions honorifiques, légion d'honneur : correspondance, circulaires, décret, imprimés, notices individuelles (1902-1953)
- 18 Mises en affectation spéciale : correspondance, circulaires (1952-1953)
À noter : *Journal officiel*, vendredi 10 octobre 1952, mardi 3 mars 1953.
- 19 Pensions, fraudes : correspondance, arrêtés, procès-verbaux de confrontation et notification, notes (1954-1955)

Police et surveillance administrative (1890-1959)

- 20 Police judiciaire, instructions et fonctionnement : correspondance, circulaires (1926-1955)
Police rurale (1936-1955)
 - 21 Comptes-rendus journaliers par l'agent ou le cavalier : rapports, correspondance (1954-1955)
 - 22 Maintien de l'ordre, Groupes mobiles de police rurale (GMPR), surveillance des hôtels, de la

prostitution et des débits de boissons, mesures de sécurité, incidents à la synagogue Sportiche : correspondance, circulaires, arrêtés, notices de renseignements, listes de malfaiteurs et suspects, listes de volontaires dans les GMPR (1936-1954)

- 23 Corps civil des douars, recrutement, équipement et ravitaillement, lutte contre le marché noir, indemnités de déplacement : correspondance, circulaires, notes, liste des hommes fournis par douars (1941-1945)

Surveillance (1890-1955)

- 24 Individus recherchés et mise en surveillance spéciale, contrôle des pèlerinages, demandes de renseignements, recherches dans l'intérêt des familles ou des créanciers, internements, évasions : correspondance, arrêtés, notices de renseignements, listes de « mauvais sujets » (1926-1953)

À noter : livre intitulé *Recueil des textes relatifs à l'internement des indigènes et à l'application de la loi du 15 juillet 1914 sur la mise en surveillance spéciale*, Alger, 1916.

- 25 Étrangers et rapatriements, propagande politique, interdictions de séjours, expulsions de Marocains et de Tunisiens, individus recherchés pour terrorisme : correspondance, circulaires, notices de renseignements, état numérique par nationalité des étrangers, arrêtés d'expulsion (1890-1955)

À noter : documents consacrés à des individus des pays de l'Est et à des communistes de différentes nationalités.

- 26 Surveillance des lieux de réunion et de la vie publique, cafés maures et débits de boissons, réunions publiques, forains et nomades, jeux, fêtes, danses et bals, manifestations, prévention et réglementation et sécurité, lutte contre la mendicité : correspondance, circulaires, notes, procès-verbaux d'enquête, auditions de témoins (1932-1955)

À noter : création du Cercle franco-musulman de Chellala.

Journal officiel du mardi 21 mars 1944.

Catalogue « décorations, illuminations, cotillons ».

- 27 Surveillance du territoire, défense passive, organisation des transports, surveillance des parachutistes : correspondance, circulaires, fiches de réservistes, listes de fermes isolées (1943-1955)

- 28 Accidents, faits saillants : correspondance (1949-1955)

- 29 Plaintes des administrés (1938-1959)

Justice (1916-1956)

Ces liasses contiennent des procès-verbaux de gendarmerie, communicables au terme d'un délai de 75 ans selon le Code du patrimoine.

- 30 Organisation, juridictions indigènes, mesures de clémence, indemnisation des frais, assistance judiciaire : correspondance, circulaires, arrêtés, décrets (1923-1950)

- 31 Affaires transmises au parquet et en cours d'instruction, vols, menaces, détentions d'armes, coups et blessures, homicides : correspondance, procès-verbal de gendarmerie, d'interrogatoire et de confrontation, auditions de témoins (1947-1956)

- 32 Affaires classées, vols, recherches d'individus, accidents de circulation, coups et blessures, détentions d'armes : correspondance, notes, procès-verbaux de gendarmerie et de contravention, mandats d'arrêt, notices de renseignements, auditions de témoins (1947-1955)

- 33 Prisons, état, transferts d'incarcérés, travaux, fourniture de pain aux détenus : correspondance, circulaires, tableau d'état des détenus, mandats de dépôt, procès-verbaux d'adjudication (1916-1955)

Affaires militaires (1909-1956)

- 34 Anciens combattants, surveillance, recrutements, manœuvres, demandes de renseignements, distributions de grains aux miséreux : correspondance, circulaires, notes, listes d'anciens combattants et veuves (1935-1956)

- 35 Armes, déclarations, ventes, saisies, surveillance : correspondance, circulaires, arrêté, décret, liste des détenteurs d'armes, demandes d'autorisations d'achat (1909-1954)

Affaires politiques (1909-1956)

- 36 Propagande dans la presse et les revues et à la radio, surveillance, censure des périodiques étrangers : correspondance, circulaires, arrêtés, bulletins de la presse d'Algérie (1946-1955)
À noter : *L'Algérie libre*, 31 juillet 1953.
- 37 Partis politiques (Amis du Manifeste et de la Liberté, Parti du Peuple Algérien, Confédération Générale des Travailleurs, Parti communiste), syndicats, surveillance, antisémitisme, passage de Messali Hadj à Chellala : correspondance, circulaires, arrêté, procès-verbaux de gendarmerie, d'audition et de perquisitions, interrogatoires, notices de renseignements, tracts (1925-1954)
À noter : *Égalité* (journal fondé par Ferhat Abbas), vendredi 17 novembre 1944 ; vendredi 26 janvier, vendredi 23 mars, vendredi 30 mars, vendredi 6 avril, vendredi 13 avril, vendredi 20 avril, vendredi 27 avril, vendredi 4 mai 1945.

Colonisation (1918-1954)

- 38 Situation financière des colons, aides aux agriculteurs sinistrés, mise en valeur des terres, demandes de renseignements : correspondance, circulaires, arrêté, listes des colons de Chellala (1941-1952)
- 39 Création de centres de colonisation aux douars Mégane et Serguine : correspondance, rapports concernant les groupes domaniaux, plans (1918-1935)
- 40 Occupations indues, enquêtes en vue de régularisations, plaintes des colons : correspondance, plans (1942-1951)
À noter : plans sur calques en très mauvais état.
- 41 Agrandissement des terrains de colonisation, ventes de lots : correspondance, arrêtés, état de lotissement, coupures de presse, listes des occupants (1924-1942)
- 42 Dossiers de colons, prêts de consolidation, attributions de lots, ventes, secours aux sinistrés, demandes de renseignements, plaintes : correspondance, circulaires, arrêtés, procès-verbaux de notification (1931-1954)

Cultes (1906-1953)

- 43 Écoles coraniques, recensements, autorisations, demandes d'informations, surveillance : correspondance, circulaires, arrêtés, certificats de bonnes mœurs, plans (1913-1952)
- 44 Confréries religieuses, surveillance et demandes de renseignements, travaux, subventions, rétribution du personnel, réalisation de l'Institut musulman et de la mosquée de Paris : correspondance, circulaires, rapports (1906-1953)
À noter : documents de l'Association culturelle musulmane de la ville et du département d'Alger.

Questions sociales (1916-1958)

- 45 Santé. Lutte contre les maladies contagieuses, assistance médicale gratuite et tournées, vaccinations ; personnel médical, logement, congés maladie, avancement, formation : correspondance, circulaires, arrêtés, rapports à l'administration, statistiques (1916-1956)
À noter : correspondance avec l'Institut Pasteur au sujet de l'approvisionnement en serpents pour la mise au point de sérums.
Surveillance des épidémies et des prostituées.
Journal officiel, vendredi 7 janvier 1927.
- 46 Indemnisation des victimes des événements d'Algérie (IVEA) pour dommages matériels et corporels, demandes, constitution de dossiers : correspondance, arrêté (1957-1958)